



DÉCLARATION

UNISSONS NOS FORCES POUR LUTTER CONTRE LE PROJET DU GOUVERNEMENT VISANT À EN FINIR AVEC LES MISSIONS LOCALES

Une instruction ministérielle qui vient confirmer la volonté d'en finir avec les missions locales !

Le 15 avril dernier, le flash info de la CGT missions locales vous alertait sur la future « CPO » (Convention Pluriannuelle d'Objectifs) qui allait structurer les financements par l'État des missions locales. Nous constatons que cette instruction était comme frappé du sceau du secret et que l'heure était à la mobilisation de la Branche professionnelle, des salariés, des jeunes, des élus pour lutter contre ces attaques frontales de la part de l'État.

Maintenant nous savons qui veut liquider le réseau : La DGEFP, la Ministre du travail et le Gouvernement.

Une instruction /destruction « technobureaucratique » qui veut liquider le réseau d'ici 2022 :

- Les missions locales n'auront que 90% de la part État qui nous vole donc 10% du budget
- Mise en concurrence accrue entre missions locales pour accéder à un éventuel Bonus jusqu'à 10%
- Classification des missions locales selon une « boîte à moustaches »...Un délire de la DGEFP (annexe 2 - page 11 de l'instruction)
- Fusion à marche forcée des missions locales entre elles
- Regroupement avec Pôle Emploi et des systèmes d'information (annexe 1 - page 5)
- Mainmise de l'État sur les missions locales qui n'ont plus d'association que le nom
- Négation de l'action fondamentale des missions locales

Les Conseils Régionaux vont suivre la même logique...L'île de France donne l'exemple

L'instruction propose un dialogue de gestion commun avec les Régions en vue de cohérence. En île de France Péresse a déjà annoncé la couleur, outre le flicage des missions locales par des « clients mystère », elle instaure un bonus/malus qui rejoint la logique de Pénicaud.

La CGT en alerte dès l'été 2018 : CAP 22, l'arme fatale contre tous les services publics !

Dès l'été 2018 la CGT alertait sur ce que signifiait CAP 22 devenu Action publique 2022 : La fin des missions locales par leur « rapprochement » avec Pôle Emploi. Le rapport IGAS sur le partenariat Missions Locales/Pôle Emploi, malgré ce qu'en pense l'UNML (syndicat patronal des missions locales), n'a pas enterré le projet. Pire, il en affine le mode d'emploi. (Voir flashes CGT compilés). Courant Octobre, la CGT sollicitait une rencontre de la Branche professionnelle pour espérer organiser la lutte...

L'alternative CGT pour le réseau des missions locales : la lutte et un projet

Parce que les jeunes les plus en difficulté ont besoin des missions locales, Parce que nous avons besoin d'une politique en direction notamment de cette jeunesse qui fréquente les missions locales, il faut réaliser l'union de tous les acteurs et usagers des missions locales.

Parce que le système associatif est à bout de souffle, la CGT porte le projet de la création d'une agence nationale de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes (Voir flashes CGT compilés)

Une urgence à agir, la CGT en appelle à l'union et à l'action des acteurs et usagers des missions locales

**MOBILISATION GÉNÉRALE PAR TOUS LES MOYENS D' ACTIONS
LA CGT SE TIENT DISPONIBLE POUR ENVISAGER CES ACTIONS !
ORGANISONS LA LUTTE !**

Montreuil, le 27 Mai 2019